



Petits bakchichs et autres pots-de-vin

CORRUPTION Payer pour obtenir un service de l'Etat, un passeport par exemple, ou décrocher un juteux contrat: l'Ukraine traîne en queue du classement mondial de Transparency International. Ce fléau est à l'agenda de la conférence qu'accueille Lugano les 4 et 5 juillet

RAM ETWAREEA

Beaucoup d'argent. Depuis le début de l'agression russe contre l'Ukraine, l'Occident se mobilise. Etats, institutions financières internationales et organisations privées apportent des milliards pour l'aider à faire face à une guerre aussi meurtrière que dévastatrice. La solidarité ne s'arrête pas aux envois d'armes lourdes ou légères pour combattre l'envahisseur ou à l'indispensable aide humanitaire. Au début de mai, l'Union européenne promettait 9,6 milliards de dollars. Une somme qui s'ajoute aux 40 milliards votés par le Congrès américain à la mi-mai. Même si des bombes tombent encore, l'après-guerre se prépare déjà.

C'est dans ce contexte qu'une quarantaine de pays et institutions financières internationales participeront à l'Ukraine Recovery Conference (URC2022) les

4 et 5 juillet 2022 à Lugano. L'initiative en revient à la Suisse et à l'Ukraine. Pour Ignazio Cassis, président de la Confédération et conseiller fédéral chargé des Affaires étrangères, il faut d'ores et déjà penser à la reconstruction. Dans tous les cas, il sera de nouveau question de beaucoup d'argent.

Une gangrène

La mobilisation a toutefois lieu sur un terrain miné; un héritage de l'ancienne Union soviétique, la corruption gangrène toutes les strates de la société ukrainienne. Il y va du petit bakchich versé au fonctionnaire en échange d'un passeport ou au policier pour classer une contravention au gros pot-de-vin déboursé par un oligarque dans le but de décrocher un juteux contrat ou une concession pour un terrain au sous-sol bien riche. Bref, les malversations, le trafic d'influence, l'abus de pouvoir, la petite et la grande corruption sont monnaie courante.

Ce n'est pas pour rien que Transparency International (TI), l'organisation qui traque la corruption dans le monde, classe l'Ukraine parmi les mauvais élèves au hit-parade de la corruption. L'an dernier, le pays occupait le 122^e rang sur 180 pays. Sur le continent européen, il était le troisième parmi les plus «pourris», après la Russie et l'Azerbaïdjan. L'an dernier, le Fonds monétaire international (FMI) lui avait suspendu son programme d'aide, disant que les réformes des institutions étatiques, et plus particulièrement la lutte contre la corruption, battaient de l'aile.

Mais c'est surtout l'UE, dont l'Ukraine est un partenaire stratégique tant sur le plan géographique que démographique, et qui accueille plusieurs millions d'émigrés ukrainiens, qui alerte l'opinion. Bruxelles et Kiev ont commencé à négocier un accord d'association (AA) en 2007, qui

LE TEMPS

Le Temps
1209 Genève
022 575 80 50
<https://www.letemps.ch/>

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 35'370
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich



Seite: 3
Fläche: 100'420 mm²

Auftrag: 3007101
Themen-Nr.: 999.222

Referenz: 84738833
Ausschnitt Seite: 2/4

comprend la création d'une zone de libre-échange. L'objectif d'alors était de sortir le pays de l'ombre envahissante de son grand voisin russe.

En novembre 2013, le gouvernement ukrainien a suspendu les négociations, ce qui avait déclenché les manifestations de Maïdan, la grande place rebaptisée Euromaïdan. L'AA a finalement été signé en juin 2014 par le nouveau gouvernement issu de la révolution. Depuis lors, l'UE s'efforce d'amener l'Ukraine à adopter les mêmes standards en vigueur chez les Vingt-Sept en matière d'Etat de droit et de bonne gouvernance. Sans grand succès.

Dans un rapport publié l'an dernier, l'UE dresse un bilan sombre. «Pour justifier leur participation à la petite corruption, les citoyens font souvent remarquer que de hauts fonctionnaires et des oligarques sont impliqués dans des malversations à une bien plus grande échelle, écrivent les experts européens. Des montants considérables, à savoir des dizaines de milliards de dollars, sont perdus chaque année en raison de la corruption.»

Le rapport de l'UE reprend la définition de Transparency International selon laquelle la grande corruption constitue un abus de pouvoir de haut niveau, qui profite à quelques-uns au détriment du plus grand nombre et cause des préjudices graves et de grande ampleur aux individus et à la société. «En Ukraine, la grande corruption repose sur des liens informels entre des fonctionnaires de l'exécutif, des membres du parlement, des procureurs, des juges, des agents des services répressifs, des dirigeants d'entreprises publiques, ainsi que des individus/entreprises jouissant de relations dans le monde politique», poursuit le rapport.

L'UE dénonce encore la «capture de l'Etat» par de puis-

santes élites politiques et économiques. «Tant le FMI que le gouvernement ukrainien ont reconnu que des intérêts par-

ticuliers ont généré une résistance aux réformes structurelles, écrivent les auteurs. La grande corruption due à la faiblesse de l'Etat de droit et à la large influence des oligarques va à l'encontre des valeurs de l'UE et constitue un obstacle majeur au développement de l'Ukraine.»

«L'agression russe contre mon pays nous rappelle tout de même la nécessité de mener la lutte contre la corruption sans attendre la fin de cette guerre»

KATERYNA RYZHENKO, VICE-DIRECTRICE DE TRANSPARENCY INTERNATIONAL UKRAINE

La corruption n'a-t-elle pas défrayé la chronique à maintes reprises jusqu'en Suisse? En 2014, le peuple ukrainien découvrait l'ampleur de la corruption qui minait le régime de Viktor Ianoukovitch et de ses complices oligarques, qui venait de chuter suite aux manifestations de Maïdan. Grâce à la corruption érigée en système, des proches du pouvoir avaient raflé des contrats dans les secteurs clés de l'énergie et des mines. Dans son premier discours devant la Rada, le parlement ukrainien, Arseni Iatseïniouk, le premier ministre, avait mentionné un montant colossal, 70 milliards de dollars envolés, «soustraits au budget de l'Etat, envoyés vers des comptes offshore par les représentants au sommet

de l'Etat». Une partie de cette manne avait atterri en Suisse.

Parmi les cas cités, celui de l'ancien premier ministre ukrainien Pavlo Lazarenko qui avait été jugé coupable de blanchiment d'argent sale. En juin 2020, la justice genevoise le condamnait à 18 mois d'emprisonnement, avec sursis, à une

LE TEMPS

Le Temps
1209 Genève
022 575 80 50
<https://www.letemps.ch/>

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 35'370
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich



Seite: 3
Fläche: 100'420 mm²

Auftrag: 3007101
Themen-Nr.: 999.222

Referenz: 84738833
Ausschnitt Seite: 3/4

expulsion judiciaire du territoire suisse pour une durée de cinq ans ainsi qu'au versement d'une créance compensatrice de 10,7 millions de francs. L'accusé avait reconnu les faits qui lui étaient reprochés. Entre 1992 et 1997, Pavlo Lazarenko avait profité de sa position de gouverneur de la région de Dniepropetrovsk, puis de son poste de premier ministre, pour détourner des fonds publics. Au total, 880 millions de dollars auraient ainsi quitté illégalement l'Ukraine. Selon la brigade financière genevoise, quelque 170 millions de dollars avaient transité par la Suisse via 25 banques.

L'autre cas notoire lié à la Suisse est celui de Ioulia Timochenko, l'emblématique première ministre entre janvier et septembre 2005 et entre décembre 2007 et mars 2010. En 2013, le procureur d'Ukraine, Viktor Pshonka, était en Suisse pour évoquer son action en vue de récupérer «des millions et des millions» de dollars placés par l'ex-cheffe de gouvernement. Surnommée la «marraine» de la politique ukrainienne, au sens mafieux du terme, Ioulia Timochenko était accusée d'avoir abusé de son pouvoir de première ministre en signant, avec son homologue russe Vladimir Poutine, d'importants contrats gaziers, sans l'autorisation de son gouvernement.

Dans tous les cas, le mot «corruption» n'est pas tabou en ce qui concerne l'Ukraine. Dans une note écrite au *Temps*, le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) qui organise l'Ukraine Recovery Conference affirme que «des thèmes comme le renforcement de l'Etat de droit et la lutte contre la corruption seront centraux. La reconstruction et le processus de réforme ne sont pas en concurrence.» Jeudi dernier, Ursula von der Leyen, présidente de la Commis-

sion européenne, n'a pas caché que le succès de la lutte contre la corruption était l'une des conditions pour une éventuelle adhésion de l'Ukraine à l'UE.

L'Infrastructure en place

La cheffe de l'exécutif européen participera à la conférence de Lugano. Tout comme Kateryna Ryzhenko qui fera le déplacement depuis Kiev. Vice-directrice de Transparency International Ukraine, elle insiste pour renforcer des institutions nationales de lutte contre la corruption, y compris dans le judiciaire et les organismes chargés du recouvrement des biens illicites. «Depuis 2014, l'Etat a graduellement mis en place l'infrastructure nécessaire pour combattre le fléau, fait-elle remarquer au *Temps*. A présent, il ne faut pas attendre la fin de la guerre pour la rendre efficace.»

Selon Kateryna Ryzhenko, diverses lois ont été votées pour mettre en place des cours de justice spéciales, une agence de prévention, un régulateur des marchés publics ainsi qu'un dispositif pour protéger les lanceurs d'alerte. Elle apprécie aussi que l'Etat ukrainien admette l'activisme des ONG comme Transparency qui agissent comme des catalyseurs de la lutte contre la corruption. «Il est difficile, voire impossible de tirer un quelconque bénéfice de l'agression russe contre mon pays, dit-elle. Mais elle nous rappelle tout de même la nécessité de mener la lutte contre la corruption sans attendre la fin de cette guerre. Cette bataille devra faire partie intégrante de la reconstruction de l'Ukraine.» ■

LE TEMPS

Le Temps
1209 Genève
022 575 80 50
<https://www.letemps.ch/>

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 35'370
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich



Seite: 3
Fläche: 100'420 mm²

Auftrag: 3007101
Themen-Nr.: 999.222

Referenz: 84738833
Ausschnitt Seite: 4/4



Accusé de dérive autoritaire et corrompu lui-même, l'ancien président Viktor Ianoukovitch (à g. sur le tableau), en bonne entente avec l'ancien procureur général Viktor Pshonka, à l'intérieur de la maison de ce dernier, lequel s'est distingué par ses abus de pouvoir et autres détournements de fonds publics. (GORENICHY, 24 FÉVRIER 2014/KONSTANTIN CHERNICHKIN/REUTERS)